

Au Liban , Tsahal a causé 8,5 milliards de \$ (B. Mondiale) de dommages (dont 3,4 milliards de dégâts matériels) : Georges Bouchikian ministre de l'Industrie

Samedi 7 décembre 2024, l'eau n'a toujours pas été rétablie dans la ville (Tsahal a ciblé l'office des eaux, le 18 novembre), des ministres effectuent une brève visite sur le front de mer. Le gouvernement chargé des affaires courantes s'est réuni à Sour, pour sa première visite officielle dans la zone sinistrée par [l'offensive de Tsahal \(entre le 23 septembre et le 27 novembre\)](#) , dix jours après [le cessez-le-feu entre le Hezbollah et l'armée israélienne](#).

Derrière la corniche, des pâtés de maisons entiers sont à terre, et des familles chargent dans leur voiture ce qu'elles récupèrent de leur habitation. « *Ç'a été une opération de vengeance contre les civils* », accuse Georges Bouchikian (Boutchikian), ministre de l'industrie. Après cette guerre « *plus dure que celle de 2006* [», le plan de reconstruction et de relance est « *en cours d'élaboration* ».

Le coût du conflit pour le Liban, est de ,au moins, 8,5 milliards de dollars (8 milliards d'euros), dont 3,4 milliards de dollars de dommages matériels : bilan provisoire : les chiffres, publiés en novembre, devraient être revus à la hausse. La collecte de données sur les destructions de bâtiments, s'est arrêtée fin octobre ; les évaluations des pertes (1,1 milliard de dollars) de l'agriculture, l'un des secteurs économiques les plus touchés, **ne couvrent pas la période après la fin de septembre**.

« *Les destructions causées par la guerre sont énormes* » Des équipes mènent des

évaluations de terrain, afin de compter le nombre de logements détruits et d'infrastructures publiques touchées.

L'Etat est en faillite depuis la [crise financière en 2019](#). Pour financer reconstruction et recouvrement économique, le gouvernement est en discussion avec la Banque mondiale afin d'établir un fonds placé sous l'égide de l'institution internationale. Ce parrainage pour réduire la défiance des bailleurs de fonds, en raison de la corruption du pays. *« Le Liban ne peut pas se permettre d'accumuler plus de dette publique en empruntant pour financer la reconstruction. Nous souhaitons obtenir des dons ».*

En 2006, le Qatar et l'Arabie saoudite, mais aussi l'Iran, avaient payé pour la reconstruction. Seul Doha, côté arabe, a pour l'instant fait des promesses d'aide, officieuses. Le Hezbollah affirme, début décembre, avoir distribué en novembre 57 millions de dollars d'aide (de fonds iraniens), à plus de 170 000 familles. Le mouvement actuellement des contacts les foyers des zones sinistrées (**banlieue sud de Beyrouth, Bekaa, Sud**), sous son influence, pour lister les besoins.

« On espère que les pays arabes secourent une nouvelle fois le Liban, comme en 2006. Les dégâts matériels et les pertes économiques sont plus importants ». Les considérations politiques - l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis veulent réduire le rôle du Hezbollah au Liban - l'emportent pour l'instant sur les calculs des pays arabes. Quant aux Occidentaux, ils conditionnent une aide à des réformes économiques. Aucun financement ne devrait parvenir avant, au minimum, l'élection d'un président par le Parlement. Une séance est prévue en janvier 2025

sources : la Banque mondiale , Saadé Chami vice 1er Ministre, Tamara El-Zein directrice du Conseil national de la recherche scientifique , Naïm Kassem secrétaire général du Hezbollah, JP D.